

le réseau national **École**
constitue un collectif
de travail ouvert
composé de militants
communistes, associatifs
et syndicaux qui ont
à cœur de travailler
à la transformation
progressiste de l'École

n'hésitez pas
à nous faire suivre
vos informations
ou initiatives
afin que nous puissions
les relayer

le secrétariat du réseau
reseau.ecole-pcf@orange.fr
www.pcf.fr

N° 43 février 2011

la lettre

réussir la transformation progressiste de l'École

DANS CE NUMÉRO



ÉDITORIAL

Rassemblement(s). Par Marine Roussillon

page 2



DOSSIER : LE PLAN LANGEVIN-WALLON UN PROJET POUR L'ÉCOLE DU XXI^e SIÈCLE ?

Pourquoi reparler aujourd'hui du plan Langevin Wallon ?

Par Pierre Boutan

page 3

Les enjeux actuels pour le collège et au-delà :

sur la lancée du plan Langevin-Wallon. Par Stéphane Bonnéry

page 5



PROJET ÉDUCATIF : NOTES DES SECTEURS DE TRAVAIL

Les élus communistes en lutte pour l'Éducation nationale...

Éducation nationale : le double langage et la réalité

Par Cathy Apourceau

page 7

Le Conseil de Paris contre les suppressions de postes

Par Emmanuelle Becker

page 9

Démantèlement de l'éducation prioritaire en un ÉCLAIR ?

Par Sébastien Laborde

page 10

L'excellence contre l'égalité : note sur les internats d'excellence.

Par Jean-Marc Coppola

page 11



DÉBATS ET ACTUALITÉ

page 12

rassemblement(s)

Le 10 février, de nombreux acteurs de l'Éducation nationale se sont rassemblés pour protester contre les suppressions de postes qui empêchent le service public d'accomplir ses missions. Le lendemain, *Le Monde* déplorait l'erreur de ces nombreux manifestants. Selon le quotidien, ceux-ci se tromperaient de combat en luttant pour des postes alors que, plus insidieusement, le gouvernement opère une redéfinition de l'ensemble des missions de l'Éducation nationale, notamment en mettant en place l'autonomie des établissements.

Mais comment peut-on croire que les suppressions de postes massives (66 400 depuis le début du quinquennat, soit 8% des effectifs) ne participent pas du projet cohérent mis en œuvre par la droite ? Elles prennent au contraire tout leur sens si on les rapproche des projets d'établissements autonomes (qui sont au cœur de la campagne des cantonales¹), qui permettent au chef d'établissement de recruter lui-même les enseignants, et de la réforme de la formation des maîtres, qui casse le cadre national de la formation et différencie les parcours. À l'horizon, un système scolaire profondément inégalitaire : certains établissements pourront se payer des enseignants formés ; d'autres devront se contenter d'engager des jeunes précaires et sans formation.

Nous ne pouvons pas défendre l'école pour tous sans nous battre contre les suppressions de postes, comme nous l'avons fait dans la rue et dans les collectivités locales². Cette bataille est aussi un enjeu important des élections cantonales : les candidats communistes et du Front de gauche s'opposent fermement au désengagement de l'État dans l'Éducation nationale. Une fois élus, ils se battront contre toute tentative de reporter sur les collectivités locales les responsabilités de l'État. Ils refuseront de cautionner la casse du service public et de financer des postes d'enseignants en CDD dans des établissements autonomes, en concurrence les uns avec les autres. L'ambition d'une éducation de qualité passe par la revendication d'un service public national, assurant l'égalité d'accès aux savoirs sur tout le territoire, et d'enseignants formés, disposant du temps et de la liberté d'esprit nécessaire à l'exercice de leur métier, sous statut de la fonction publique.

Nous nous battons contre l'école inégalitaire que construit la droite. Mais pour gagner, nous avons besoin d'un projet à la fois ambitieux et rassembleur : celui d'une école de la réussite pour tous. Les communistes ont beaucoup travaillé à ce projet : *La Lettre*, *La Revue du projet*, les nombreux débats organisés dans tout le pays sont là pour en témoigner. Ils ont mis en discussion leurs propositions, se sont lancés dans la construction d'un projet partagé. À Rennes, il y a quelques semaines, organisations, acteurs de l'éducation et citoyens se sont réunis pour élaborer ensemble un projet pour l'école³. L'initiative a rencontré un vrai succès, avec une centaine de personnes présentes et des débats d'une grande qualité. Malheureusement, toutes les organisations politiques présentes n'ont pas su ou pas voulu s'emparer de cette démarche de co-élaboration. Le représentant du PG a conclu le forum en revendiquant un « référendum sur la marchandisation de l'éducation » et en appelant à sortir du Traité de Lisbonne. Cela doit nous interpeller : une telle attitude risque fort de mettre en danger la démarche du projet partagé. Qui voudra participer à un travail collectif, si à l'issue de celui-ci chaque organisation se contente de défendre ses propres propositions et que la participation des citoyens n'est pas prise en compte ? La situation est urgente : nous ne pouvons pas nous permettre de remplacer le projet de société dont nous et tous ceux qui luttent avons besoin par des slogans. On ne change pas la société avec des slogans. La richesse des propositions communistes réside dans leur cohérence : nous portons un véritable projet de société. Ce projet, ces propositions, ne sont pas à prendre ou à laisser, mais ils peuvent, ils doivent nourrir le débat. Il est de notre responsabilité de les porter : si nous ne le faisons pas, personne ne le fera à notre place. Nous entrons dans une période de débats difficiles, sur notre projet et sur la manière la plus efficace de le porter. Ne laissons pas la facilité ou le désespoir guider nos choix. Soyons à la hauteur de nos ambitions.

Marine Roussillon

1. Préfigurés par les établissements CLAIR et ÉCLAIR : voir l'article de Sébastien Laborde dans ce numéro.

2. Les élus communistes sont engagés contre les suppressions de postes : voir les articles de Cathy Apourceau-Poly et d'Emmanuelle Becker dans ce numéro.

3. Un compte-rendu de cette rencontre ainsi que plusieurs interventions seront publiés dans le prochain numéro de *La Lettre*.

pourquoi reparler aujourd'hui du Plan Langevin-Wallon

Si l'on compare la situation d'il y a 70 ans avec aujourd'hui, il y a bien des différences, mais aussi quelques similitudes, ce qui peut au moins alimenter la réflexion.

Peut-on même s'interroger : quels défis à relever aujourd'hui pour construire un projet aussi ambitieux, au vu des évolutions économiques, politiques et sociales ?

Pierre Boutan

« *La Réforme de l'enseignement/projet soumis à M. le ministre de l'Éducation nationale/ par la Commission ministérielle d'étude [présidée par Paul Langevin et Henri Wallon], 48 p., 1947* » : c'est le titre d'origine du Plan Langevin-Wallon (désormais PLW).

Le PLW a donc pris le nom des deux éminents savants, récents adhérents du PCF, qui ont successivement dirigé la commission ministérielle, créée en novembre 1944, alors que le pays n'est pas encore entièrement libéré. Il va servir de repère pour toutes les propositions de réforme du système éducatif jusque dans les années 1970 : les uns pour le vilipender (à droite), les autres pour le défendre, puis se référer à son esprit ou à sa lettre (à gauche), dans les deux cas avec des différences significatives*. Il n'est pas surprenant, compte tenu de la part qu'ils y ont prise, que les communistes y soient les plus attachés. Mais c'est l'impact, bien au-delà de leur influence, qui est à comprendre.

Avec la peur du Front populaire de 1936, la grande bourgeoisie avait choisi une solution politique inspirée du fascisme. C'est le sens de l'appel à Pétain, qui va développer une politique éducative fondée sur culte du chef, xénophobie, exhortation à l'obéissance et au travail, à l'enthousiasme des sentiments, contre l'internationalisme, le laisser-aller, la critique rationnelle. Dans la Résistance, s'élaborent déjà des projets de changement : les uns visent à revenir à la situation antérieure ; les autres, en particulier celui des communistes, considèrent que seules de nouvelles perspectives peuvent mettre un terme à la situation si injuste qui voyait le secondaire fermé à la masse des enfants d'origine populaire (moins de 10 % d'élèves y accédaient). C'est cette orientation que le PLW va porter, avec pour cela une réflexion approfondie sur ce que doit être une culture pour les temps nouveaux.

Au terme de deux ans et demi de travaux, la commission va aboutir à un texte adopté à l'unanimité. Mais l'éviction des ministres communistes dans le mois qui précède (mai 1947), puis les politiques de « Troisième force » des socialistes avec une partie de la droite, les concessions en faveur de l'enseignement catholique, les guerres coloniales... vont empêcher toute perspective de mise en œuvre. Il faudra attendre les années 60 pour que reviennent au premier plan les ambitions avancées par le PLW, face aux réformes gaullistes.

Les critiques du PLW sont bien sûr venues surtout de droite : un plan conçu en vase clos (même si la Commission multiplia les contacts), un plan irréaliste (mais le PLW avait prévu des mesures transitoires, comme l'obligation scolaire à 15 ans dans un premier temps, étape vers les 18 ans), un plan s'en prenant aux « humanités classiques » (il fallait bien faire une place aux sciences et techniques), un plan trop communiste (mais le PCF ne cessa de dire qu'il n'avait qu'une visée seulement démocratique, les rapports école/travail n'étant pas mis en avant).

D'un système scolaire en crise à un projet porteur d'espoirs

La comparaison entre la situation de l'école au sortir de la politique pétainiste et celle d'aujourd'hui, après 8 ans de politique de droite, aggravée avec Sarkozy, a ses limites : on peut s'en tenir à quelques repères de la pensée conservatrice et réactionnaire. La différence principale pourrait être le modèle de fonctionnement : avec Pétain, c'était l'armée, avec Sarkozy, l'entreprise privée.

Le constat de la crise aujourd'hui est assez largement partagé : l'accroissement considérable de la scolarisation n'a pas permis de diminuer les écarts entre la réussite scolaire des enfants des milieux culturellement favorisés, le plus souvent les plus avantagés socialement, et les autres. Comme ils sont les plus nombreux, c'est donc tout le système éducatif national qui en pâtit, avec ses effets négatifs sur l'économie et la démocratie. Donc le « collège unique » de la fin

*. Pierre Boutan et Etya Sorel (sld), *Le plan Langevin-Wallon, une utopie vivante*, PUF, 1998 (colloque du 50aire).

L'étude de référence est Etya Sorel, *Une ambition pour l'école. Le plan Langevin-Wallon*, Éditions sociales, 1997 (avec la reproduction du texte).

pourquoi reparler aujourd'hui...

du XX^e siècle, pas plus que « l'école unique » du début, n'ont abouti à réduire tels quels les écarts dus à l'origine sociale. Est-ce à dire, comme la politique actuelle, qu'en reconstituant des filières dès le collège, d'une part pour les meilleurs, d'autre part pour les plus en difficulté, on pourra sortir de l'impasse ? Les comparaisons internationales semblent montrer que les orientations précoces, pas plus que les aggravations de la ségrégation par effacement de la carte scolaire, solutions régressives bien connues, ne produisent d'effets positifs.

Mais, à la différence de l'époque du PLW, ce constat d'injustice n'est plus mis sur le compte de la fatalité des dons individuels, leitmotiv de la pensée de droite. Même sa variante, le handicap socio-culturel, n'est utilisé qu'avec précaution.

Avec une ségrégation sociale aggravée, en particulier urbaine, les seules mesures de contrepoids venant du secteur scolaire (aide aux enfants en difficulté, zones prioritaires, sensibles, etc.) restent sans effet suffisant, compte tenu de la dégradation des conditions de vie familiale. L'école est impuissante, par elle-même, à produire un changement d'une telle envergure.

Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne peut y contribuer, sans doute après avoir fait le bilan de ses impasses, voire de ses échecs, comme de ses réussites. Ce bilan postule que l'on se donne des outils rationnels pour l'analyse, et que la recherche, c'est-à-dire l'administration de la preuve, soit un critère principal, en dépit des difficultés qui sont inhérentes à ce domaine. Un observatoire décentralisé de la situation scolaire, en lien avec un budget mis à sa disposition, et coordonné au niveau national avec un institut de recherche pilo-

tant les programmes nationaux, pourrait être un instrument efficace.

Un projet crédible passe par le sentiment que le plus grand nombre des intéressés se sentent impliqués, sans culpabilisation, et donc que les objectifs assignés leur paraissent accessibles. La chose n'est pas facile aujourd'hui, tant depuis une vingtaine d'années on a vu se succéder des « consultations » aboutissant toujours à ce qu'attendaient les promoteurs, suscitant dès lors une méfiance compréhensible. Ce qui semble imposer que soit clairement différenciées les mesures d'urgence, les mesures à court terme, les mesures à plus long terme. Le recours aux « mesures à inventer », sympathique, est inefficace s'il sert à se décharger de l'avancement de propositions concrètes. D'autant que le neuf vient forcément de l'existant.

Dans ces conditions, il n'est ni souhaitable, ni même possible d'entrer dans tous les détails (d'ailleurs, le PLW ne dépassait pas 120 000 signes).

Un certain nombre de principes avancés par le PLW sont toujours vivants : l'ambition, le rapport entre quantitatif (crédits nouveaux) et qualitatif (une conception moderne de la culture, prenant en compte les avancées des connaissances humaines). C'est sans doute ici qu'il faut réfléchir à une des questions difficiles : c'est forcément avec les personnes impliquées d'aujourd'hui (parents, élèves, enseignants) que l'on fera des changements. Donc pour les convaincre, il faut qu'ils aient le sentiment qu'ils gagnent au change, que ce soit économiquement (rémunérations, conditions de travail...), ou pour des raisons de prestige social (les deux pouvant être liées). Ce qui, bien sûr, empêche de détacher changement dans l'école et changement dans la société. ■

les enjeux actuels pour le collège et au-delà : sur la lancée du plan Langevin-Wallon

Le Plan Langevin-Wallon constitue une référence pour les militants progressiste en matière d'éducation. Il a incarné une perspective transformatrice dans les trente ans qui ont suivi la Libération parce qu'il a su proposer des transformations du système scolaire en phase avec les avancées de la connaissance en éducation, avec les besoins sociaux de l'époque et avec les conditions de possibilité de l'imposer au vu de l'état précédent du développement du système éducatif et des rapports entre classes sociales.

Stéphane Bonnéry

Se référer à ce plan historique aujourd'hui ne peut que nous satisfaire, puisque nous voulons avancer vers la construction avec tous les citoyens d'une grande réforme de démocratisation scolaire qui soit l'équivalent d'un nouveau Plan Langevin-Wallon du XXI^e siècle.

Mais il ne suffit pas que plusieurs projets se réclament du Plan Langevin-Wallon pour converger... Ainsi, une part du centre gauche fait allusion à ce Plan pour justifier le projet « d'école moyenne », c'est-à-dire, dans le vocabulaire des technocrates de l'OCDE et de l'Europe comme de notre ministère, l'idée d'un RMI scolaire¹ (le socle commun) qui serait seulement visé pour une part de la population durant le cursus « élémentaire-collège ». Ce cursus, dans la logique des politiques actuelles, ne préparerait plus tous les élèves à poursuivre au-delà du collège mais à viser un minimum vital d'employabilité-docilité.

Pour nous, c'est salir le Plan Langevin-Wallon que de l'associer à cette réduction des objectifs éducatifs que la Nation se donne pour tous les futurs citoyens.

Si le Plan Langevin-Wallon prônait effectivement une scolarité unique en élémentaire et jusqu'en 5^{ème}, c'était dans une situation où depuis la fin du XX^e siècle, et les lois de la III^e République, les enfants de milieux populaires étaient cantonnés au lire-écrire-compter-moraliser uniformisé dans le pays (mais pas dans toutes les classes sociales, les familles de privilégiés allaient au petite lycée dès le plus jeune âge) qui avait été un progrès en son temps mais ne suffisait plus.

Depuis les années soixante, les enfants entrent massivement au lycée. Mais pas tous. Renoncer à conduire tous les élèves dans la scolarité jusqu'à 18 ans, et renoncer à enseigner la même chose à tous en élé-

mentaire et collège (dissociation entre socle commun et programme) n'est en rien une étape supplémentaire de démocratisation scolaire, c'est contraire à la logique politique du Plan Langevin-Wallon.

Vouloir une « école moyenne » au nom de ce qu'elle ressemblerait, comme on l'entend parfois au centre gauche, au Plan Langevin-Wallon, constitue une falsification.

Celui-ci décrivait la 5^{ème} comme seuil, dans le contexte d'alors, pour enseigner à toute une génération ce qui était indispensable au futur adulte, citoyen et travailleur. Dans une société où les postes de travail sont de plus en plus modelés par des savoirs issus de la recherche et de l'innovation, où la vie citoyenne est de plus en plus dépendante de connaissances pointues, il nous semble que l'utopie vivante du Plan Langevin-Wallon conduit logiquement à revendiquer un allongement de scolarité pour tous.

Mais comment ?

D'abord, pas pour prolonger le supplice. La scolarité jusqu'à 18 ans aujourd'hui, quasiment atteinte, est une façon de se forcer à mettre les moyens pour que l'école permette réellement aux élèves d'apprendre, donc le goût d'apprendre.²

La droite, en prenant appui sur les difficultés objectives de la scolarité unique, verse souvent des larmes de crocodiles en parlant de « l'échec du collège unique », pour mieux pousser à renoncer à l'égalité. Nous pensons au contraire que les difficultés scolaires viennent de ce que l'école élémentaire et le collège n'ont pas été assez uniques, et même qu'ils ne l'ont jamais été : le modèle implicite de la scolarité a toujours été l'enfant qui vient à l'école en étant déjà outillé scolairement par la famille sur le plan des acquisitions intellectuelles. Si cette unification relative a produit une part de démocratisation scolaire, celle-ci est insuffisante. Ce qui est en échec, ce qui dévaste les parcours d'élèves et désarme pédagogiquement les enseignants, c'est ce compromis aujourd'hui

1. La formule est de Baudelot & Establet.

2. Pour davantage de détails, voir l'article de Sébastien Laborde : *Allonger la scolarité : un enjeu de société*, dans *La revue du projet*, n°3 : www.pcf.fr/spip.php?article5254

les enjeux actuels...

obsolète entre une école qui vise la démocratisation des apprentissages et une école rongée par les logiques de sélection et de fournisseur de main d'œuvre docile et instruite a minima sans émancipation intellectuelle.

Notre analyse nous conduit à rompre avec ce compromis non pas pour renoncer à la démocratisation comme ceux qui veulent l'école moyenne, ni pour se contenter des insuffisances de transmission du système précédent, mais pour redoubler d'efforts sur la démocratisation pour conduire jusqu'à la fin du collège toute une génération vers un plus haut niveau de maîtrise de la culture scolaire commune. (Cela implique de rediscuter ce que devrait être cette culture scolaire commune³).

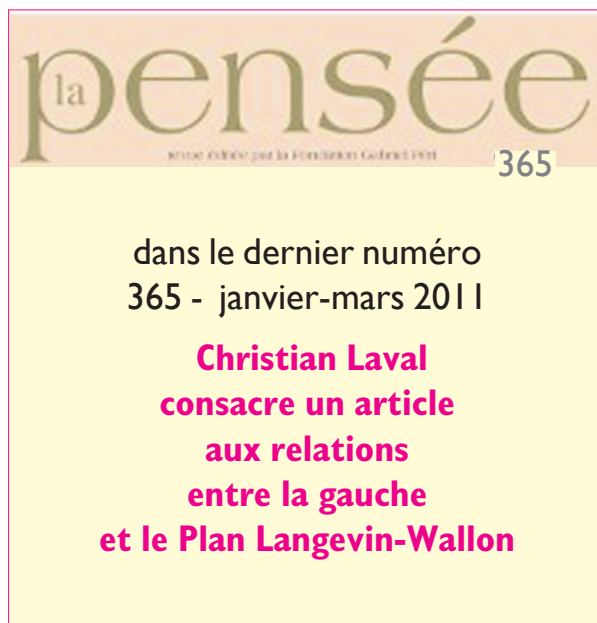
Dans l'état actuel des choses, le lycée unique nous semble une mauvaise idée. Les conditions ne sont pas réunies : la suppression des filières professionnelles et techniques qu'il implique se traduirait par l'exclusion des enfants de familles populaires de la poursuite d'études. D'ailleurs, cela laisse songeur, ceux qui défendent le lycée unique (un tronc commun et des options individualisées) et qui se sont beaucoup fait entendre au PG, sont souvent les mêmes qui approu-

vent l'école moyenne... validant tacitement le fait que le lycée unique n'est pas fait pour la masse...

Il ne semble pas plus intéressant d'insinuer que le développement des filières professionnelles (que nous partageons au demeurant) est « la » solution pour la poursuite d'étude des enfants de familles populaires : cela ne doit pas être le seule horizon possible. À ce titre, les postures de J.-L. Mélançon sous-estiment la capacité des enfants de familles populaires à apprendre dans les filières générales, comme il l'avait déjà montré en tant que secrétaire d'État du gouvernement Jospin à l'Enseignement professionnel. Oui, le lycée professionnel doit être rebâti et revalorisé, mais pas « contre » les filières générales et technologiques, pas avec un « lycée des métiers » qui réduit l'horizon des enseignements à ce qui est directement utile sur le poste de travail, mais aussi ce qui développe les capacités de réflexion et d'action des futurs adultes et travailleurs.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le développement des connaissances, la révolution informationnelle, qui appellent des adultes de demain plus formés. A ce titre, il nous semble que la poursuite aujourd'hui de l'idée du Plan Langevin-Wallon passe par la relance ou la re-création véritable de la scolarité unique, et en amont de la maternelle dès deux ans, pour que « l'orientation » en fin de 3^eme se réalise non plus par défaut, mais avec des acquisitions scolaires réellement réalisées par chaque jeune de l'entièreté de ce qu'on aura fait figurer au programme. ■

3. Voir l'article de Marine Roussillon : *L'école pour apprendre quoi ?* et celui d'Annick DAVISSE : *Filles et garçons à l'école : enjeux pédagogiques et politiques* dans *La revue du projet* n°3 (www.pcf.fr/spip.php?article5254), ainsi que l'article de Stéphane BONNÉRY : *La formation de quel citoyen ?* dans *La revue du projet* n°2 www.pcf.fr/spip.php?article5177



la pensée
REVUE ÉDITÉE PAR LA FONDATION GUYARD 1972 365

dans le dernier numéro
365 - janvier-mars 2011

**Christian Laval
consacre un article
aux relations
entre la gauche
et le Plan Langevin-Wallon**

ÉDUCATION NATIONALE

le double langage et la réalité

George Orwell, dans son prophétique « 1984 », avait imaginé la « *novlangue* », ce détournement du langage destiné dans un monde totalitaire à rendre impossible l'expression d'idées subversives et à éviter toute formulation de critique en direction de l'État.

Le ministère en charge de la propagande y devenait celui de la « *vérité* », et on y abreuvait la population de slogans tels que « *La guerre, c'est la paix* », « *La liberté, c'est l'esclavage* », « *L'ignorance, c'est la force* ».

Cathy Apourceau-Poly

membre du bureau de l'ANECR
présidente de la commission
Lycées, apprentissage, schéma
régional des formations du Conseil
régional Nord/Pas-de-Calais

La fiction littéraire est aujourd'hui rattrapée par la réalité dans l'expression du ministère de l'éducation nationale et de ses représentants dans les rectorats.

On n'y parle plus, par exemple, de suppressions de postes d'enseignants mais simplement de « *retraits* », des suppressions souvent décrites d'ailleurs comme « *sans aucune incidence sur le taux d'encadrement* ». Les enseignants de l'académie de Créteil, qui devront accueillir, hausse de la natalité oblige, 4000 élèves en plus avec 517 postes en moins, apprécieront.

« *Le problème n'est pas la question des moyens* », mais celui de « *l'efficacité* », affirme t-on encore pour appuyer la rigueur budgétaire. Ou encore « *La scolarisation des 2 ans n'est pas utile dans les milieux favorisés* », comme si la disparition de cette mesure d'intérêt général allait dans le sens de la justice sociale.

Quand on supprime ou fusionne des établissements scolaires, il ne s'agit que de « *réorganiser l'offre de formation* » pour « *pallier le manque de mobilité des élèves* ».

Un constat d'urgence pour l'école

Bien loin de cet habillage rhétorique qui laisserait croire à un ciel sans nuages, la réalité, c'est qu'il n'est pas un jour depuis le début de l'année sans que la communauté éducative ne manifeste ici ou là une inquiétude légitime sur les conditions d'exercice du service public de l'enseignement. La réalité, c'est 66 400 postes supprimés depuis le début du quinquennat de Nicolas Sarkozy. La poursuite des coupes sombres dans les effectifs témoigne de l'austérité qui est imposée au détriment de l'avenir de notre jeunesse.

L'autonomie des établissements, ou encore les internats d'excellences, mis en place depuis la rentrée dans plusieurs régions sont des illustrations de la construction d'une école à plusieurs vitesses car ils témoignent de l'abandon de la volonté de mettre l'ex-

cellence à portée de tous. Or, comme le rappelait le sociologue Christian Baudelot dans un entretien accordé à *l'Humanité* en décembre, les études montrent que mettre d'un côté les faibles et de l'autre les forts a pour conséquence d'accroître les inégalités. Les mécanismes de reproduction sociale sont toujours à l'œuvre, et sont encouragés par les orientations de la droite au pouvoir : aujourd'hui, en 6ème, les classes comptent en moyenne aujourd'hui 55% d'enfants d'ouvrier et 15% d'enfants de cadres. Dans le supérieur, cette proportion s'inverse.

La disparition de filières pourtant très demandées dans les lycées professionnels, souvent implantés dans les quartiers populaires est inquiétante pour le tissu économique et social local. En renvoyant les élèves plus loin pour suivre le même cursus, on exclut une partie d'entre eux qui ne se déplaceront pas et sortiront du système scolaire. L'argument avancé pour redessiner la carte des établissements, celui d'une plus grande « *mixité sociale* », pour reprendre les termes utilisés par le ministère de l'éducation nationale, semble peu défendable, quand on sait que son action se situe dans la continuité du choix de suppression de la carte scolaire.

**Les collectivités écartées
du débat sur le maillage territorial**

Comment comprendre l'absence d'une véritable concertation avec les acteurs locaux ? Pour anticiper au mieux les priorités, il est impératif d'améliorer la qualité du dialogue avec l'Etat. En témoigne l'exemple du Nord Pas de Calais, où la rectrice d'académie a évoqué une réorganisation en cours pour un certain nombre de lycées, qui pourrait prendre la forme de fusions d'établissements, ou de fermetures pures et simples pour 25 établissements à l'horizon 2012.

À ce jour la liste précise des établissements concernés n'est pas officiellement connue, et seules des rumeurs filtrent au compte goutte par voie de presse, laissant parents, élus locaux, élèves et communauté

le double langage...

éducative dans l'expectative et la crainte d'être atteints ou non par le couperet fatidique. De même, la répartition des postes supprimées dans le premier degré ne sera communiquée que fin mars...après les élections cantonales.

Au vu de leur responsabilité dans la construction, l'entretien et le fonctionnement des établissements, il semble aberrant que les collectivités ne soit informées qu'en dernier ressort des décisions qui auront un impact sur leur intervention. Elles ne peuvent être de simples chambres d'enregistrement ou d'anticipation des décisions prises par l'État, sans considération sur les répercussions locales. L'Association des maires ruraux de France ne dit pas autre chose quant elle s'inquiète de voir les sénateurs UMP voter en catimini le transfert de 4 millions d'euros du soutien de la politique de l'Éducation nationale vers l'enseignement privé du premier et second degré.

Il est en tout cas pour le moins anormal que les acteurs locaux, à commencer par la communauté éducative et les élus, restent absents de cette réflexion sur le maillage territorial. Il appartient aux élus que nous sommes de peser de tout notre poids pour une profonde réorientation des choix politiques faits nationalement.

Quelles priorités ?

On ne plus accepter le double langage sur un sujet aussi primordial que l'école. Soit on part des impératifs d'intérêt général, de lutte contre le décrochage scolaire, de volonté de faire rattraper les retards dans les territoires en difficulté et on n'exclut aucune des mesures à mettre en œuvre pour cela.

C'est le sens de l'action des élus communistes et républicains, qui partout en France, affirment la nécessité d'une politique nationale de l'éducation dans une logique de service public, et des objectifs mis en avant par les travaux du réseau école du PCF : défendre la fonction publique, favoriser les coopérations, porter une exigence démocratique, assurer la présence de formations de qualité sur tous les territoires, garantir des financements pérennes orientés vers la satisfaction des besoins sociaux.

Soit on admet qu'il y a aujourd'hui un critère unique qui domine les orientations de réorganisation de l'éducation nationale, à savoir la réduction de budget. Dès lors, la confrontation ne manquera pas de s'aiguiser avec les défenseurs de l'école publique et laïque dont nous sommes, qui pensent que combattre les inégalités sociales par l'école et favoriser la réussite scolaire pour tous reste une idée nécessaire. ■

CONSEIL DE PARIS

contre les suppressions de postes

Depuis 2007, plusieurs dizaines de milliers de postes d'enseignements ont été supprimés.

Alors que le nombre d'élèves augmente,

les cours privés de soutien sont devenus un nouvel « eldorado » économique.

Emmanuelle Becker

conseillère de Paris

élue du 13^e arrondissement

Pour la rentrée 2011, 16 000 nouvelles suppressions sont annoncées alors que 60 000 enfants de plus sont attendus. La situation est explosive, notamment en Île de France, dont les trois académies sont parmi les plus affectées par le non remplacement des départs à la retraite d'enseignants. Ainsi, à Paris, ce sont 500 élèves supplémentaires dans les écoles maternelles et élémentaires pour 77 postes supprimés (dont une trentaine d'enseignants spécialisés dans les Réseaux d'aide aux élèves en difficulté ou RASED), et des classes en moins. Pourtant, la ville de Paris, elle, livre trois écoles neuves dans les 9^e, 13^e et 19^e arrondissement.

Cette contradiction est révélatrice d'un choix politique, celui de la remise en cause de l'école publique. Un choix qui se moque de la dégradation des conditions d'étude et d'enseignements.

Face à cette situation inacceptable, enseignants, parents d'élèves et élus se sont mobilisés, notamment dans les écoles parisiennes classées en éducation prioritaire et en réseau ambition réussite. Pétitions, tracts, banderoles, occupations d'école et mouvements de grèves ont accompagné l'annonce de ces suppressions de postes, ainsi que celle du recours à des contractuels étudiants en master 2 – pour pallier les manques créés par l'administration elle-même.

La séance du Conseil de Paris de février a été l'occasion pour les élus communistes de s'opposer aux projets de fermetures de classes et de dénoncer les conséquences de cette situation. Le nombre d'élèves par classe en maternelle et en élémentaire augmente alors que les effectifs dans notre pays sont déjà supérieurs à la moyenne des pays de l'Union européenne. Moins d'enseignements spécialisés sont affectés à la prise en charge des enfants en très grande difficulté,

moins de remplacements alors que les cours non assurés sont déjà en forte hausse dans les Collèges et les Lycées. Sans compter la réduction des options en filière Technologique et Professionnelle, ou le risque d'enfants porteurs de handicap sans personne pour les accompagner.

Plusieurs vœux ont été présentés et adoptés à cette séance du Conseil de Paris, demandant au maire d'intervenir auprès du ministère de l'Éducation nationale et de l'Académie de Paris. Par ailleurs, alors que les collèges subissent également la politique de rigueur du gouvernement, le Conseil de Paris a voté une aide complémentaire d'1 million d'euros à destination des collèges parisiens les plus en difficulté. Dans le même temps, parents, enseignants et élus locaux continuaient de manifester comme par exemple à l'école Richomme, dans le 18^{ème} arrondissement.

Lors du CDEN qui s'est tenu le 11 février, les élus issus de la majorité municipale siégeant au CDEN se sont prononcés, avec l'ensemble des représentants des syndicats d'enseignants, des associations représentatives des parents d'élèves et représentants des associations complémentaires de l'enseignement public contre les mesures proposées. Ce vote unanime est une première dans l'Académie de Paris.

À l'issue de ce CDEN, quelques mesures de fermeture ont été abandonnées : à la maternelle Archives (4^{ème}), aux écoles élémentaires Mademoiselle (15^{ème}), Richomme (18^{ème}), Torcy (18^{ème}), Tandou (19^{ème}), Barbanègre A (19^{ème}), la Mare (20^{ème}), ainsi que l'abandon de la fusion du groupe scolaire Plaine (20^{ème}). Néanmoins, le principe de suppression à Paris de 77 postes a été maintenu. Autrement dit, le gouvernement refuse d'abroger sa politique qui casse systématiquement l'école publique depuis plusieurs années. La mobilisation continue. ■

DÉMANTÈLEMENT DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE

en un ÉCLAIR ?

**L'éducation prioritaire voit arriver un nouveau dispositif :
les ÉCLAIR (école, collège, lycée, ambition innovation, réussite).**

Sébastien Laborde

Il a été annoncé à la sortie des *États généraux sur la sécurité* et avait pour but premier d'afficher une réponse aux problèmes de violence. Le fond idéologique prédominant serait que là où il y a de la difficulté scolaire, il y a de la violence. Ce virage se traduit par la mise en place d'un travail en partenariat avec les forces de police et les équipes mobiles de sécurité (EMS)...

Sur le plan pédagogique, ce nouveau dispositif n'apporte aucun moyen nouveau ni aucune innovation pour lutter contre la difficulté scolaire. L'autre but de ce dispositif est sur un tout autre terrain : la dérégulation et la fin d'un programme national, identique pour tous. Sous le prétexte louable de prendre en compte la réalité du terrain et de s'adapter au public en présence, le dispositif CLAIR permet d'expérimenter l'autonomie accrue des établissements avec la possibilité de choisir le contenu d'un certain nombre d'heures d'enseignement et donc d'en finir avec le cadrage national des contenus d'enseignement. Cette autonomie irait jusqu'au recrutement des personnels. Pour obtenir une stabilité de l'équipe, levier incontestable d'un climat propice à l'enseignement et à une amélioration des résultats scolaires, la grande innovation est de laisser de côté le barème pour départager les vœux des enseignants et de le remplacer par un entretien individuel avec le chef d'établissement. L'ensemble des personnels de l'établissement recevra une lettre de mission pour 5 ans. Si le projet de l'établissement ne lui convient pas, il sera invité à aller ailleurs. Pour celles et ceux qui resteraient 5 ans et répondraient aux attentes du chef d'établissement, une valorisation par une prime ou une priorité dans la carrière. Le procédé est le même que celui des primes pour le recteur ou le chef d'établissement. La responsabilité de la réussite des élèves est reportée sur les équipes; quelque soient les réductions budgétaires, les résultats des élèves dépendraient de la seule qualité des enseignants.

Alors que l'on sait que la stabilité des équipes passe par une amélioration des conditions de travail, avec du temps de formation et de concertation pour faire fonctionner le travail en équipe, le gouvernement met en avant la performance individuelle des enseignants et la concurrence entre eux. La nomination au barème permet une neutralité et met à l'abri des pressions locales. Là, la nomination par le chef d'établisse-

ment (avec parfois l'avis des parents) met une pression bien trop forte sur les personnels qui ont déjà du mal à travailler dans les conditions actuelles.

Jusqu'à présent le classement en ZEP donnait à priori droit à des moyens supplémentaires. Désormais, le classement en CLAIR donne le droit d'aller plaider sa cause auprès du recteur, du conseil général ou des collectivités locales. Alors que les critères de classement sont nationaux, le traitement des établissements est laissé à la discrétion des acteurs locaux. Au nom de l'idée que la politique est plus démocratique lorsqu'elle est géographiquement plus proche des usagers, le pouvoir de décision sur les attributions en moyens d'enseignements, en crédits pédagogiques... sont à la libre appréciation des pouvoirs locaux. Comment assurer l'égalité entre une académie comme l'Aquitaine, où il y a trois établissements classés CLAIR, et l'académie de Lille, où il y en a 28 ?

Selon les endroits, les équipes devront présenter des projets vendeurs, « jolis », là où ailleurs des projets « éducatifs » seront mis en valeur. De plus, quels choix auront réellement les élus locaux qui doivent faire avec leurs moyens sans aucun système de péréquation entre les différents départements ?

L'éducation prioritaire a besoin de stabilité, de projets à long terme ambitieux pédagogiquement, de recul par rapport aux pouvoirs locaux et aux besoins de « rentabilité » rapide. Quelle est cette politique qui, pour ne pas assumer nationalement les choix nécessaires à la réussite de tous les élèves, se défausse sur les collectivités territoriales ?

Un rapport de la DGESCO vient de faire un bilan des RAR (qui vont donc devenir ÉCLAIR) et pointe ce qui peut être un levier pour réduire significativement les écarts avec les résultats des élèves hors éducation prioritaire. Il identifie le rôle positif des enseignants supplémentaires, du temps de travail en équipe et du temps de formation, d'un climat serein et apaisé et d'un travail en réseau entre les écoles et le collège piloté localement par une administration soutenue et motivée au niveau national.

Pour une fois, le ministre pourrait s'inspirer des rapports de sa propre administration au lieu de prendre les établissements regroupant les milieux populaires pour expérimenter les déréglementations qu'il veut appliquer ensuite à l'ensemble de l'Éducation nationale. ■

LES INTERNATS D'EXCELLENCE

l'excellence contre l'égalité

L'« excellence » est devenue le maître mot de Nicolas Sarkozy et du gouvernement. Ce n'est pas seulement de la poudre aux yeux, un vœu pieu, mais bien une conception de la société, un choix de société bâtie sur une élite à sélectionner, et qui doit bénéficier de moyens plus importants que les autres citoyens.

Jean-Marc Coppola

vice-président
Conseil régional PACA
délégué aux lycées,
patrimoine,
investissements régionaux

E' est une remise en cause fondamentale du principe d'égalité inscrit dans la République de notre pays.

Ce principe appliqué à l'école, c'est la remise en cause de l'école de l'égalité, du service public de l'Éducation qui doit per-

mettre l'accès à l'éducation à toutes et tous sur l'ensemble du territoire.

Pour gagner l'acceptation du plus grand nombre de nos concitoyens, la droite habilite cet objectif en partant de réalités, souvent insoutenables, particulièrement pour les plus défavorisés.

Ainsi, et selon le ministère de l'Éducation nationale, les internats d'excellence s'inscrivent dans le volet éducation du plan *Espoir banlieues*.

Il s'agit, toujours selon le ministère, de doter et/ou réserver des places d'internat pour des élèves de « bon niveau », « méritants », « motivés », dans une situation sociale difficile, issus de milieux défavorisés, souffrant de climat familial peu propice aux études, afin de leur donner des conditions d'études de qualité en collège, lycée ou classe prépa.

Cette idée séduit les parents, mais aussi les élèves, qui voient en ce dispositif, une chance de s'en sortir.

Pour les collectivités locales, asphyxiées financièrement par l'État et la réforme des collectivités territoriales, ce dispositif est présenté comme la possibilité d'obtenir des moyens financiers de l'État, en présentant des projets éligibles au « Grand emprunt ».

1. Les internats d'excellence dans notre région

Le Recteur d'Aix-Marseille a accepté (après lui avoir certainement soufflé) la proposition du maire de Barcelonnette et disposait d'une enveloppe de 5 M d'euros d'investissement issue du Grand Emprunt, qui a été majorée pour passer à 11 M d'euros, suite à la position de la Région que nous avons prise de ne pas participer aux internats d'excellence.

Aujourd'hui, le Recteur envisage des internats d'excellence un peu partout dans l'Académie d'Aix-

Marseille (proposition est faite à Marseille au Lycée Michelet, à la caserne du Muy à Marseille, à la cité mixte de Vaison-la-Romaine...).

Dans l'Académie de Nice une expérience a également débuté dans un lycée niçois.

2. Sur le fond

Après analyse et débat, la majorité de gauche de la Région est opposée à la mise en place d'internats d'excellence du fait de la logique inégalitaire qui s'ensuit.

Nous défendons l'école de la République, l'école de l'égalité et nous réaffirmons que nous visons à ce que tous les lycées publics doivent être des établissements d'excellence. L'État devrait lui aussi mettre à disposition de tous, les mêmes moyens d'excellence.

Ainsi, nous devons veiller au respect de la mixité sociale, au contraire du ministère qui érige des « murs » entre les jeunes. En effet, se pose la question du sort réservé aux élèves qui resteront dans les établissements classiques, que nous gérons, encore plus ghettoïsés après le départ de leurs camarades méritants et le départ des jeunes « perturbateurs » (selon les termes du ministère de l'Éducation nationale) dans les établissements de réinsertion scolaire, comme il en existe un dans les Alpes Maritimes.

Nous sommes également opposés du fait des rapports avec l'État qui commande ses projets à la Région et lui demande de les financer. Participer au financement de ces projets aurait en outre l'inconvénient de sacrifier nos propres projets et engagements de campagne devant les électeurs.

Ainsi, pour privilégier l'intégration dans les internats existants, là où il y a de la place, pour mettre la priorité au renforcement global des capacités d'internats dans certaines zones urbaines, nous envisageons de contrer les projets d'internats d'excellence en inscrivant au *Programme prévisionnel d'investissement (PPI)*, un plan de développement et de rénovation des internats classiques dans les lycées dont nous avons la responsabilité. ■

LE RÉSEAU ÉCOLE DANS LES DÉBATS...

DÉBAT ORGANISÉ PAR LA SECTION DE SAINT-MAXIMIN (VAR)

construire l'école de la réussite pour tous

Vendredi 11 février, la section du Parti communiste de Saint-Maximin a organisé son deuxième débat dans le cadre de l'élaboration du *Programme populaire et partagé* du Front de Gauche. Il s'agissait cette fois-ci de réfléchir à la construction d'une école de la réussite pour tous. Une cinquantaine de personnes étaient présentes, dont de nombreux enseignants du canton, confirmant ainsi le succès obtenu lors de notre précédent débat sur la réforme des retraites.

Marine Roussillon, membre du secrétariat national du réseau *École-université* du PCF, a tout d'abord rappelé les véritables motivations du gouvernement dans son entreprise de destruction de l'éducation nationale. Il ne s'agit pas d'un soi-disant manque de moyens de l'État français. Les 66 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale en 5 ans auront fait économiser un peu moins de 2 milliards d'euros par an alors que, par exemple, les dispositifs visant à encourager la détention d'actions coûtent 6 milliards d'euros annuellement, qui profitent à 80% à la moitié la plus riche de la population. La volonté de l'État est construire une école à plusieurs vitesses. Le capitalisme a besoin d'une main-d'œuvre mieux formée, mais moins payée : l'individualisation des parcours, la casse des diplômes nationaux permettent d'isoler les travailleurs et de les mettre à la merci du patronat.

De nombreux témoignages de la salle sont venus confirmer la gravité de la situation. Une enseignante spécialisée dans l'aide aux enfants en difficulté a démontré la volonté du ministère de limiter les moyens de lutte contre l'échec scolaire. Un ancien inspecteur d'académie s'est indigné d'un système mis en place pour créer de l'exclusion. Une enseignante a dénoncé le recrutement de personnes non formées pour effectuer des remplacements en échange d'un salaire proche du seuil de pauvreté. Une mère d'élèves révélait que les élèves du collège Henri Matisse convoqués en commission de vie scolaire pour mauvais comportement se voyaient systématiquement proposer une orientation vers l'apprentissage.

Parmi les invités, Catherine Lecoq, candidate du Front de Gauche aux élections cantonales à Saint-Maximin, a lu la lettre d'un ancien proviseur rendant ses palmes

académiques au ministre de l'Éducation, pour protester contre l'attribution de primes pouvant aller jusqu'à 22 000 euros par an aux recteurs qui suppriment suffisamment de postes d'enseignants, ou ferment assez d'écoles dans leur académie. Quentin Dauphiné, candidat suppléant du Front de Gauche, a dénoncé les moyens toujours plus importants accordés à l'enseignement privé, pendant que le public se voit dépouillé. Enfin, Valérie Hible, enseignante au lycée Janetti, responsable locale du syndicat CGT-Éducation, s'est élevée contre la mise en place d'une machine « à décrocher » les élèves, à sélectionner par l'échec.

La discussion s'est ensuite tournée vers les besoins pour créer l'école de la réussite pour tous ;

- la scolarisation possible dès 2 ans et obligatoire de 3 ans à 18 ans afin d'assimiler dans de bonnes conditions les savoirs toujours plus importants ;
- l'embauche massive d'enseignants ayant une formation initiale de qualité et l'importance d'une formation permanente tout au long de leur carrière ;
- le maintien du statut de fonctionnaire pour tous les personnels de l'Éducation nationale afin de garantir une qualité d'enseignement identique sur tout le territoire français ;
- une recherche pédagogique dynamique, financée par l'État ;
- permettre la réussite de chaque enfant en considérant à priori l'école comme le seul lieu possible d'apprentissage, afin d'empêcher l'exclusion des enfants issus de milieu défavorisé ;
- assurer le traitement de la difficulté scolaire au sein de l'école publique

Pour finir, Jean-Marc Coppola, vice-président communiste du conseil régional, a rappelé l'importance du rôle que peuvent jouer les collectivités locales dans la résistance à la destruction de l'éducation nationale voulue par le gouvernement. Il a insisté sur l'importance du vote pour les candidats Front de Gauche aux prochaines élections cantonales, les seuls candidats véritablement pour une école de la réussite pour tous en France et résolu à dégager les moyens financiers nécessaires à cet objectif.

L'ÉCOLE DANS L'HUMANITÉ

Le 1er février, l'Humanité consacrait plusieurs pages au compte-rendu du forum du projet partagé sur l'école (Rennes) :

- un compte-rendu des débats :
http://www.humanite.fr/01_02_2011-le-front-de-gauche-veut-mettre-les-savoirs-en-partage-464080
- une interview du sociologue Choukri Ben Ayed :
http://www.humanite.fr/01_02_2011-choukri-ben-ayed-%C2%AB-la-folie-lib%C3%A9rale-s%E2%80%99est-empare-de-l%E2%80%99cole-%C2%BB-464083
- un encadré sur la culture commune :
http://www.humanite.fr/01_02_2011-quelle-culture-commune-enseigner-%C3%A0-l%E2%80%99cole-%C2%A0-464085

Le 10 février, l'Humanité était aux côtés des enseignants en lutte :

- un article sur les raisons de la mobilisation :
http://www.humanite.fr/10_02_2011-gr%C3%A8ve-dans-l%C3%A9ducation-le-ras-le-bol-des-profs-464797
- un entretien avec Bernadette Groison (secrétaire générale de la FSU) :
- un moment de mobilisation dans le 93 :
http://www.humanite.fr/10_02_2011-les-profs-refusent-la-%C2%AB-liquidation-totale-%C2%BB-de-l%E2%80%99cole-464925
- **et le point de vue de deux proviseurs de Marseille sur la situation :**
http://www.humanite.fr/10_02_2011-lyc%C3%A9s-lyc%C3%A9ns-et-soci%C3%A9t%C3%A9-le-regard-de-deux-proviseurs-de-marseille-464951

Et pendant tout le mois, l'Humanité a nourri le débat sur la question scolaire :

- un article sur le décalage entre les suppressions de postes et la hausse de la natalité :
http://www.humanite.fr/03_02_2011-plus%C2%A0d%E2%80%99enfants-moins-de-profs-la-mauvaise-%C3%A9quation-de-chatel-464277
- un entretien avec Michel Hervieu (responsable de la FCPE dans le 93) :
http://www.humanite.fr/08_02_2011-entretien-avec-michel-hervieu-responsable-de-la-fcpe-dans-le-93-464634
- un article sur les renvois de palmes académiques qui se multiplient :
http://www.humanite.fr/15_02_2011-les-%C2%ABpalm%C3%A9s-%C2%A0-%C2%BB-se-r%C3%A9volent-465272
- La France championne du bourrage de classe ! Une analyse des chiffres de l'OCDE :
http://www.humanite.fr/14_02_2011-la-france-championne-du-bourrage-de-classes%E2%80%89-465160
- et Michel Ascher, proviseur honoraire, invité de la semaine :
http://www.humanite.fr/08_02_2011-michel-ascher-en-ces-temps-l%C3%A0-les-recteurs-n%E2%80%99augmentaient-pas-leur-prime-en-supprimant-de

AGENDA

Les élections cantonales de mars 2011

doivent être l'occasion de répondre aux attaques du gouvernement en direction du service public d'éducation. Résister, dénoncer, nos candidats seront la voix de ceux qui luttent mais ils devront aussi être les porteurs de propositions pour faire de nos départements des remparts aux politiques libérales de toutes parts. Pour nourrir la campagne des élections cantonales, n'hésitez pas à utiliser le dossier cantonales de *La Lettre du réseau École* :
<http://www.pcf.fr/spip.php?article5158>

**envoyez-nous vos comptes-rendus
de débats, annonces d'initiatives...**
reseau.ecole-pcf@orange.fr
